



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**LA FABRIQUE
DE LA DONNÉE
TERRITORIALE**

FABRIQUE DE LA DONNÉE TERRITORIALE

PLÉNIER CNIG – 10/12/2025

Un collectif de partenaires

Des représentants des
besoins des territoires

Des pilotes
nationaux

Des sponsors
thématiques



Direction interministérielle
du numérique



Commissariat Général au
Développement Durable



agence nationale
de la cohésion
des territoires



CHANGER
D'ÉCHELLE



Cerema
CLIMAT & TERRITOIRES DE DEMAIN



Pour :
remonter des
problématiques du
terrain

prioriser les
chantiers à mener

participer au
déploiement des
projets incubés

participer ou
obtenir des
financements

Les quatre défis retenus par le collectif

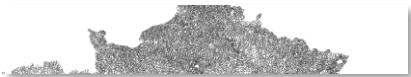
Base routière en commun



Chemins ruraux et voies communales



Limites administratives et compétences territoriales



Obligations légales de débroussaillage

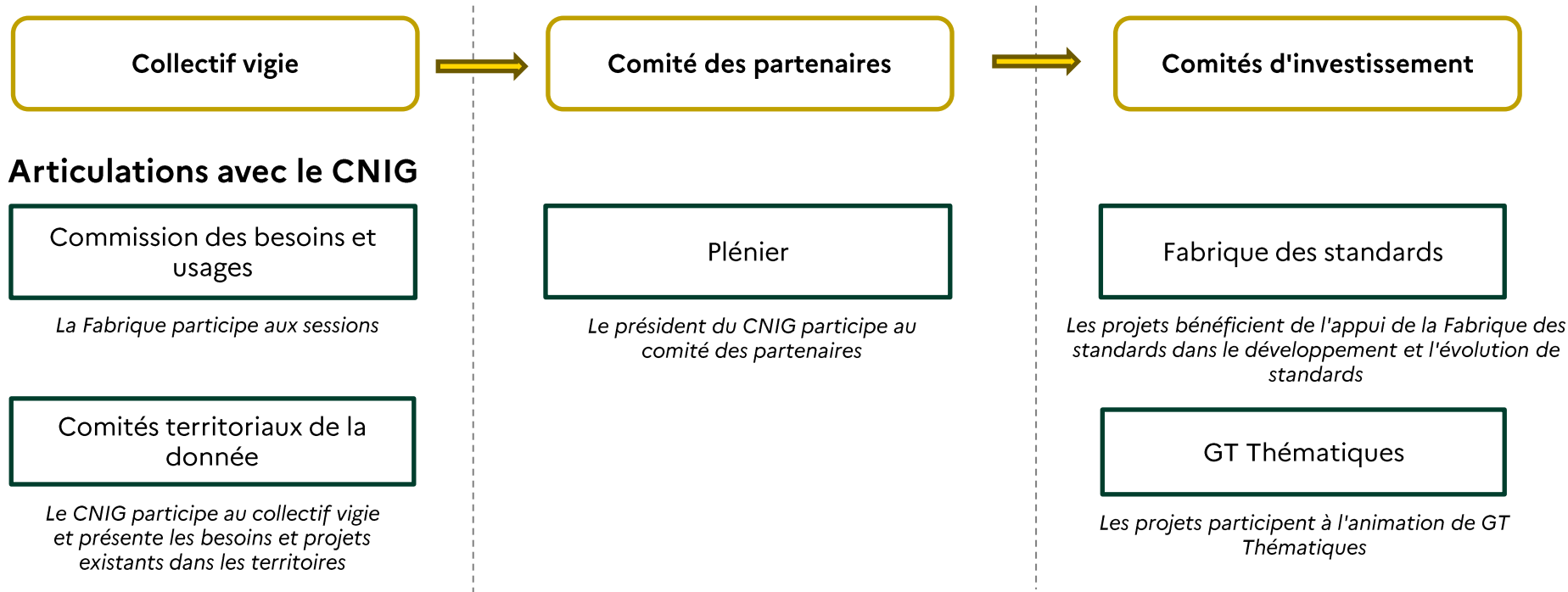


Mode opératoire commun aux 4 défis

- Lancement ou consolidation d'**investigations** (méthode produit) :
 - Constitution d'un binôme porteur de projet/coach
 - Identifier les problèmes à résoudre, rencontrer des utilisateurs, **recenser les solutions existantes**
- A l'issue, mise en place d'un comité de fin d'investigation présentant les objectifs du produit, les besoins auxquels il répond, ses mesures d'impact, et sa feuille de route
- **Accompagnement** dans le montage des équipes, les enjeux liés à l'impact, les partenaires à rencontrer, le tour de table financier...
- **Coordination** par le collectif vigie (kick-off, webinaires, newsletter)

De nombreuses articulations avec le CNIG

La Fabrique de la donnée territoriale



Annexe

Présentation au 1er comité des partenaires - 07/10/2025

Introduction du 1^{er} Comité des Partenaires



Sébastien Soriano
Directeur général de l'IGN



Stéphanie Schaer
Directrice interministérielle
du numérique



Bertrand Monthubert
Président du CNIG



Akim Oural
Président de la Fabrique de la
donnée territoriale

Pourquoi une Fabrique de la Donnée Territoriale ?

Les collectivités ont besoin de données pour :

- 👉 Être en mesure de **comprendre** le territoire
- 👉 **Piloter** l'ensemble des **politiques publiques** grâce à cette connaissance

Mais sans harmonisation, ces données peinent à servir les politiques publiques :

Une inefficacité dans la réutilisation des données

→ Faible interopérabilité, silos dans la production de données

Un gaspillage de ressources publiques

→ Manque de mutualisation des efforts techniques et financiers

Des données utiles aux politiques publiques qui ne voient jamais le jour

→ Faute de cadre de référence ou de gouvernance partagée

Notre approche

Notre mission

Incubateur de communs numériques, la Fabrique de la donnée territoriale facilite le **développement de solutions** au service des **territoires** et de l'**État**, en **mobilisant de nombreux acteurs** (associations d'élus, régions, représentants de l'Etat, ...), des **méthodes** et des **outils** conçus pour **mutualiser** des travaux permettant une plus grande **interopérabilité** et **utilisabilité** de la **donnée territoriale**

Notre proposition de valeur

 **Incubateur de communs numériques au service de la donnée territoriale**

Accompagnement des équipes dans le développement de leurs solutions grâce à :

- ✓ **L'expérience de la Fabrique des Géocommuns**
- ✓ **Une méthode**
- ✓ **Une philosophie basée sur l'impact**
- ✓ **Un cadre administratif**
- ✓ **Des outils mutualisés**
- ✓ **Un réseau et une communauté**

L'expérience de la Fabrique des Géocommuns...

✓ Des résultats concrets déjà démontrés :

- Création de **dynamiques** autour d'outils de coproduction de données
- Production de données **utiles** et adaptées aux **besoins réels**
- Mise en place de **gouvernances inclusives** pour garantir la **pérennité** des ressources

🌀 Un espace agile au sein de l'IGN permettant de :

- Continuer à **expérimenter** dans la lignée du programme *beta.gouv*
- Bénéficier du **savoir-faire IGN** sur l'harmonisation nationale et l'industrialisation des données
- Jouer un rôle de **catalyseur institutionnel** et **fédérateur**



...et son évolution vers la Fabrique de la Donnée Territoriale

Se rapprocher des besoins concrets des territoires

→ Mise en place d'un dispositif structuré de remontée des irritants, appuyé par un réseau de partenaires locaux

Impliquer pleinement les représentants des collectivités

→ L'harmonisation des données ne fonctionne que si elle est co-construite et comprise par toutes les parties prenantes

Un nouvel espace de dialogue et de transversalité

→ Inspiré des meilleures pratiques des incubateurs publics (réseau *beta.gouv*)
→ Dépassement des clivages institutionnels

Un collectif de partenaires

Des représentants des
besoins des territoires

Des pilotes
nationaux

Des sponsors
thématiques



Direction interministérielle
du numérique



Commissariat Général au
Développement Durable



agence nationale
de la cohésion
des territoires



CHANGER
D'ÉCHELLE



Cerema
CLIMAT & TERRITOIRES DE DEMAIN



Pour :
remonter des
problématiques du
terrain

prioriser les
chantiers à mener

participer au
déploiement des
projets incubés

participer ou
obtenir des
financements

Le parcours d'un projet

Sélection par le comité des partenaires

Comités d'investissements tous les six mois

REMONTÉE DES
BESOINS PAR LES
PARTENAIRES

INVESTIGATION

CONSTRUCTION
ET ACCÉLÉRATION

CONSOLIDATION

Collectif vigie :

20+ problèmes
remontés

6 présélectionnés

Investigations en cours :

Cartographie des
services publics

Point d'accès national
aux données
d'accessibilité

Constructions en cours :



Panoramax



RNB

Référéntiel
national des
bâtiments



FoReg

Projets pérennisés :



Base
Adresse
Nationale

Critères de sélection d'un projet

- ✓ Problèmes **majeur, réel et actionnable**
- ✓ **Finançabilité**
- ✓ Qualité du **portage** et de la **solution** envisagée
- ⊘ **Spécifique** à un territoire
- ⊘ **Projets déjà en cours** répondant au problème
- ⊘ Problème **pas actionnable** par **l'harmonisation des données**

Les Défis identifiés par le collectif

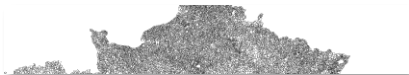
Base routière en commun



Îlots de chaleur urbains



Limites administratives et compétences territoriales



Eclairage public



Chemins ruraux et voies communales



Obligations légales de débroussaillage



Base routière en commun

Le problème à résoudre

- **Fragmentation** des données
- Difficultés de **mise à jour**
- **Absence de gouvernance** nationale claire

Sur le terrain :

- Difficultés sur le travail d'**adressage**
- Rédaction des **arrêtés de circulation**
- Calculs d'**itinéraires**
- **Gestion** des infrastructures
- Politiques de **mobilité** et de **transition écologique**.

Solution envisagée

- **Recensement** et **consolidation** des différentes bases nationale et locales existantes
- Co-construction d'un **modèle de données** national minimal
- **Outils de moissonnage et d'harmonisation**, intégrant la **contribution locale** et la **validation par les gestionnaires**.
- **Gouvernance ouverte** et partenariale, impliquant l'État, les collectivités, les associations d'élus, les gestionnaires d'infrastructures et les acteurs de la mobilité.
- **Articulation progressive** à des informations complémentaires issues de bases tierces

Sponsors envisagés : DGITM, Ministère de l'Intérieur, Ministère des Armées



Des données pour simuler les îlots de chaleur urbain

Le problème à résoudre

- Les analyses ICU réalisées au **cas par cas** par des bureaux d'études, avec des **données disparates**.
- Absence de standard méthodologique pour identifier et caractériser les ICU (méthode d'analyse thermique, données de référence, temporalité).
- **Données nécessaires éparpillées** : occupation du sol, albédo, données thermiques (satellite, aérien), végétalisation, réseaux d'eau, bâti.
- Difficulté pour les **petites collectivités** à mobiliser ces données **sans expertise SIG** ou outils coûteux.

Solution envisagée

- Création de « **packages de données ICU** » comprenant des données **harmonisées** et prêtes à l'emploi.
- Fiches **méthodologiques** standardisées (Cerema, Ademe).
- Intégration possible dans les **PCAET** et **PLU(i)**.
- **Articulation** avec des outils de visualisation et d'**aide à la décision** (ex : Météo-France), permettant aux collectivités d'identifier rapidement les zones prioritaires.

Sponsors envisagés : DGEC, DGALN



Limites administratives et compétences territoriales

Le problème à résoudre

- **Mises à jour peu réactives et peu collaboratives** : délais entre les changements réels et leur intégration dans les référentiels.
- **Pas de base réellement officielle des frontières** entre communes pouvant entraîner des conflits sur la responsabilité.
- Difficulté pour les acteurs locaux de **signaler** et **suivre** les **évolutions**
- Difficultés pour connaître en tant que citoyen ou même en tant qu'administration de connaître les **compétences** pour un point du territoire (syndicats mixtes, tribunaux de rattachement...)

Solution envisagée

- Création d'un processus de mise **à jour continue et collaborative**
- Articulation renforcée entre Banatic et Admin Express
- Outil de **contribution sécurisé** permettant aux collectivités et aux préfetures de **signaler** des modifications ou projets de modification et **valider** les changements et les publier après contrôle.
- **Gouvernance nationale** ouverte, avec implication de l'IGN, DGCL, INSEE, associations d'élus (AMF, ADF, Régions de France).



Sponsors envisagés : DGCL, DILA

Obligations légales de débroussaillage

Le problème à résoudre

- **Communication et suivi** : la communication par les maires auprès des particuliers sur le sujet des OLD peut manquer de clarté car il est faiblement outillé
- **Responsabilité** : les propriétaires qui y sont soumis et les maires qui doivent les faire respecter sont en première ligne, mais une multitude d'acteurs est investie dans le champ des OLD et il n'est pas si simple de savoir qui fait quoi.
- **Complexité** du respect des OLD pour les usagers : comment savoir si l'on débrousaille correctement ? à quelle fréquence et par quels moyens ? que faire ensuite des déchets verts ? Le coût est-il supportable ?

Solution envisagée

- Outil de **porter-à-connaissance** sur les OLD en s'appuyant sur les zonages réglementaires et des calculs automatisés de zones à débroussailler pour les usagers (en s'appuyant sur les outils déjà déployés dans certains départements)
- **Entretien collaboratif** des zones concernées qui peuvent être modifiées par arrêté
- Réflexion sur des **outils de suivi** destinés aux maires et acteurs de la filière
- Référencement d'**espaces de récupération des déchets**, mise en relation avec des entrepreneurs pouvant réaliser les opérations

Sponsors envisagés : DGPE, DGPR, Région Sud



Eclairage public

Le problème à résoudre

- Données **fragmentées** et détenues par des prestataires privés (via contrats de maintenance, concession ou DSP).
- **Hétérogénéité** des données selon les communes (certaines disposent d'inventaires précis, d'autres non).
- Difficulté **d'intégration avec les enjeux croisés** : urbanisme, biodiversité (trame noire), sobriété énergétique, sécurité routière.
- Peu de visualisation publique : données **rarement disponibles en open data** et souvent **incomplètes** quand elles le sont.
- **Standard de donnée faiblement utilisé**

Solution envisagée

- **Investigation** avec les syndicats d'énergie, associations d'élus (AMF, FNCCR), DDT(M) pour définir les besoins prioritaires : sobriété, biodiversité, maintenance.
- **Faire évoluer le standard EclExt** et centrer sur certains attributs localisation, type de luminaire, puissance, technologie, programmation horaire, zone sensible.
- **Interfaçage avec les outils des délégataires**
- Gouvernance ouverte, permettant aux communes et syndicats de mettre à jour leurs données, avec possibilité d'ouverture progressive au public.

Sponsors envisagés : DGPR, opérateurs de réseau



Chemins ruraux et communaux

Le problème à résoudre

- Difficultés des collectivités à réaliser l'**inventaire** de leurs chemins ruraux et communaux (prévu par la loi 3DS).
- Les données existantes sont souvent **papier, éparses** ou **obsoletes**, rarement numérisées.
- Difficulté pour les communes rurales à **entretenir** ou **défendre leur patrimoine**
- Les **conflits d'usage** augmentent avec la pression foncière et la fermeture illégale de certains chemins.
- Peu de **visibilité publique** : citoyens et usagers ont rarement accès à ces informations.

Solution envisagée

- Développement d'**outils de saisie** simplifiée pour les communes rurales (interface web + assistance technique), potentiellement dans des outils déjà mobilisés par les collectivités (Mes Adresses, Espace Collaboratif IGN).
- Possibilité de **détecter** par IA ou photo-interprétation les chemins disparus ou fermés.
- Création d'une plateforme publique de **consultation**, intégrable aux dispositifs de planification (mobilité douce, tourisme, biodiversité).
- Mise en place d'une **gouvernance ouverte** pour assurer l'actualisation et la légitimité des données.

Sponsors envisagés : DGCL



Sélection en séance des Défis retenus

Base routière en commun



Îlots de chaleur urbains



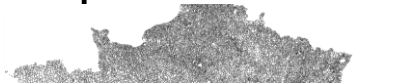
Eclairage public



Obligations légales de débroussaillage



Limites administratives et compétences territoriales



Chemins ruraux et communaux



Chaque **organisation** partenaire dispose de **trois choix** à exprimer en faveur des sujets qui lui semblent prioritaires.



Arbitrage final par le Président de la Fabrique

Prochaines étapes

Lancement des investigations sur les sujets retenus par le comité

Prochain comité des partenaires



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**LA FABRIQUE
DE LA DONNÉE
TERRITORIALE**

MERCI DE VOTRE ATTENTION